

Dans cet entretien, Elaine Mokhtefi revient sur la genèse de son livre, *Alger, capitale de la révolution* (La Fabrique, 2019) ainsi que sur quelques-uns des événements marquants de son expérience algérienne. De sa rencontre avec Mohamed Sahnoun et Frantz Fanon à son engagement auprès des Black Panthers, elle nous fait ainsi revivre un épisode important de l'histoire de l'anticolonialisme.

Cet entretien a été réalisé par Selim Nadi.



Pourquoi avoir décidé d'écrire ce livre tant d'années après les faits ?

J'ai toujours su que j'avais eu une vie insolite, que j'avais été témoin d'événements qui sortaient de l'ordinaire, que j'avais croisé le chemin d'hommes et de femmes qui défrayaient la chronique, qui laissaient des traces. Et quand j'en parlais, il y avait souvent des amis pour dire « tu dois écrire ». Mais il fallait un temps de gestation. Finalement, mon mari Mokhtar Mokhtefi et moi avons pris la décision. Il a été encouragé par l'éditrice algérienne Selma Hellal des éditions Barzakh. On s'est mis dans deux pièces différentes de l'appartement et on a commencé. Tous les soirs on parlait de l'écriture, on s'est mutuellement encouragés, on a comparé des notes, on a parlé longuement de nos souvenirs... J'ai écrit...

Comment une jeune new-yorkaise s'est-elle retrouvée à fréquenter des résistants algériens pendant la guerre d'Algérie ?

En 1960 j'ai organisé une conférence internationale à Accra, la capitale du Ghana, le premier pays africain indépendant à l'époque moderne. C'était une conférence de l'Assemblée mondiale de la Jeunesse et parmi les délégués se trouvait Mohamed Sahnoun, représentant de l'UGEMA, l'organisation en exil des étudiants algériens. Parmi les conférenciers il y avait Frantz Fanon, ambassadeur en Afrique du GPRA (gouvernement

provisoire de la République algérienne) dont le siège était à Accra. Nous trois avons vite sympathisé et milité pour faire passer des résolutions sur l'indépendance de l'Algérie, sur la Palestine, l'Afrique du Sud, la Chine...

Il faut ajouter qu'à l'époque chacun devait prendre position sur la guerre d'Algérie ; c'était, comme le Vietnam plus tard, la question essentielle sur laquelle il fallait se prononcer. Par la suite, je suis rentrée aux États-Unis où j'ai rencontré Abdelkader Chanderli qui dirigeait le Bureau algérien à New York auprès des Nations Unies et qui m'a demandé de rejoindre sa petite équipe. Nous étions quatre à lutter pour que passe à l'Assemblée générale des Nations Unies une résolution condamnant la France et appuyant l'indépendance de l'Algérie. La France avait une mission de 93 personnes et quittait la salle de l'ONU lors de la discussion de la résolution. La première résolution a été introduite en 1955, mais il a fallu attendre 1961 pour que l'ONU se prononce en faveur de l'indépendance de l'Algérie ! Le débat annuel avait cependant une résonance certaine.

Dans ton livre, tu écris notamment que c'est à l'occasion du défilé du 1^{er} mai 1952, à Paris, que tu vois un cortège d'ouvriers algériens — que la CGT avait voulu empêcher de manifester. Tu écris ainsi que « [l]’expérience du 1^{er} mai m’a rendu attentif au grand nombre de travailleurs nord-africains dans Paris et ses alentours » (p. 19).

Tes observations sont intéressantes et font écho à ce que remarquait, à la même époque, un autre militant (trotskyste à l'époque) : Jean Rous. En effet, Rous, qui a également assisté à ce défilé du 1^{er} mai — et à ce cortège d'Algériens — en tire la conclusion que ce sont les peuples coloniaux qui régénèrent symboliquement le mouvement ouvrier[1].

Concernant le racisme que tu observes envers les Arabes, un autre américain note également celui-ci quelques années auparavant (à la fin des années 1940) : James Baldwin rapporte qu'en France, il est appréhendé comme un américain plus que comme un noir et remarque qu'il est mieux traité que les Arabes qui y vivent. Pourrais-tu revenir sur l'importance qu'a eue cette expérience française sur ton engagement ultérieur.

J'ai su, avant de quitter les États-Unis, que les noirs américains, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, avaient été reçus en France comme des soldats américains, que leur réception avait été autrement plus juste qu'aux États-Unis. J'avais une idée de la France comme pays des droits de l'homme. Quel choc de constater que mon idée n'était pas réalité, que le racisme anti-nord-africain, en particulier algérien, était l'équivalent de la ségrégation et de la violence pratiquées dans mon pays contre la population noire, pratiques que j'avais vues de près quand je faisais des études dans le Sud. D'ailleurs, mes activités antiségrégationnistes m'avaient valu d'être renvoyée de l'université.

Tu as rencontré Frantz Fanon en août 1960, à Accra. Dans le 2^e chapitre de ton livre, tu écris que Mohamed Sahnoun, Fanon et toi, vous formiez une « équipe qui militait pour des résolutions progressistes sur la Palestine, l'Afrique du Sud, la Chine, pour la fin du colonialisme et l'entente entre les nations » (p. 55). Toutes ces causes reviennent d'ailleurs régulièrement dans ton livre. Pourrais-tu revenir

sur l'importance que pouvait avoir la cause palestinienne pour les militants anticoloniaux de l'époque ?

La cause palestinienne était déjà une cause primordiale, mais difficile à défendre, car elle faisait partie des conséquences de la Deuxième Guerre mondiale et la conscience de l'Amérique, au lendemain de la guerre, n'était pas tranquille : la conduite en ce qui concernait les juifs pendant la guerre étant répréhensible, l'antisémitisme virulent aidant. Il ne faut pas oublier l'importance du *German Bund* et autres organisations pronazis qui défilaient sur la 5^e Avenue de New York à la veille de la guerre, aux milliers de partisans habillés en uniformes nazis qui proclamaient des slogans, repris aujourd'hui, de « America First », etc. La cause palestinienne était une cause proche de nos cœurs, mais ses partisans rencontraient énormément d'opposition et trouvaient difficilement des brèches pour la soutenir.

Comment as-tu vécu le coup d'État de 1965 par Boumédiène ? Cela a-t-il changé quelque chose dans ton engagement de l'époque ?

Le coup d'État de Boumédiène était en quelque sorte le deuxième coup d'État, le premier étant la mise en selle de Ben Bella en 1962 par ce même Boumédiène et son armée. Il était évident, avec un système de parti unique et le poids que l'armée et les « services » avaient acquis, que le peuple ne gouvernait pas. Le « pouvoir » était entre les mains des plus forts. Les dirigeants progressistes, tous ceux qui avaient tenté de mettre sur pied des organes de direction populaires, les mandataires de l'autogestion, les dirigeants du parti communiste algérien, les progressistes étaient visés, arrêtés, torturés après le coup d'État. La torture avait commencé sous Ben Bella, souvent dans les mêmes locaux qu'avait employés la France... Nous étions choqués, horrifiés, mais impuissants. Pour moi, l'Algérie était devenue « mon pays » et j'entendais continuer à lutter à mon échelle, pour un pouvoir égalitaire, un pouvoir vraiment populaire en tous les sens du terme.

En tant qu'Américaine, il est intéressant que tu sois entrée en contact avec les militants noirs américains à La Havane — et notamment avec Stokely Carmichael (qui était alors à la SNCC[2]). Par la suite, tu as fréquenté les *Blacks Panthers* à Alger. Quel regard portais-tu alors sur ces militants ? Quel rôle as-tu joué auprès d'eux ?

L'injustice qui affectait les Noirs américains en particulier, mais aussi d'autres groupes tels que les Indiens américains et les Latinos, Portoricains, etc., m'avait toujours touchée profondément. J'avais vécu dans le Sud des États-Unis, mais sans même habiter le Sud on ne pouvait ignorer le sort réservé aux Noirs. Parmi les multiples causes pour lesquelles il y a lieu de lutter, qu'elles soient économiques, politiques, humanitaires, la justice pour tous a toujours été près de mon cœur et m'a fait agir. Je suis fière du rôle que j'ai pu jouer pour aider les *Black Panthers* à mettre sur pied la première antenne d'une organisation noire américaine à l'étranger, à Alger.

Tu consacres un chapitre à Timothy et Rosemary Leary. Ce chapitre me semble très pertinent pour comprendre les différences pouvant exister entre les

révolutionnaires algériens, les révolutionnaires noirs étasuniens et des partisans de l'utilisation des drogues psychédéliques. Les *Blacks Panthers* étant notamment opposés à l'utilisation de drogues (qui décimaient alors la communauté noire aux États-Unis). Comment as-tu composé avec ces contradictions ? Quel était ton rapport avec Timothy Leary ?

La décision d'envoyer Timothy Leary à Alger n'a pas été prise à Alger, mais aux États-Unis. Nous, les *Panthers* et moi faisons face à un fait accompli et avons tenté d'en faire un évènement contrôlé, sinon positif. Ceci était particulièrement difficile, car Leary était un personnage extrêmement volontaire, individualiste, avec un ego surdimensionné. Il ne répondait à la volonté du groupe. Les *Panthers* étaient contre les drogues dures et pendant leur séjour, ont clairement exprimé ce point de vue. Finalement, Leary a compris que l'Algérie n'était pas un pays pour lui. La presse n'était pas prête à lui donner une place, ses escapades avec le LSD n'étaient pas appréciées par les autorités. Il est donc parti.

Pour terminer, pourrais-tu revenir sur ton expulsion d'Algérie ? Comment perçois-tu l'Algérie contemporaine ?

J'ai été terriblement triste d'être séparée de ce pays que j'ai tant aimé, que j'ai considéré comme le mien. La raison de mon expulsion était que je refusais de renseigner la Sécurité militaire sur mon amie, la femme de Ben Bella, qui était à l'époque incarcéré. Après de longues années d'exil, peut-on dire, j'y suis retournée en novembre dernier y passer quelques semaines. J'ai pu rendre visite à des amis, à la famille de mon mari, j'ai pu me promener dans les rues d'Alger, humer l'air d'Afrique du Nord, manger sa cuisine, baigner dans l'ambiance quotidienne. Et depuis, il y a eu le Hirak, l'ouverture des cœurs et des esprits pour demander le départ du « pouvoir », l'exigence du peuple pour la restitution de la démocratie, le pays pour tous ses citoyens... C'est en effet une deuxième révolution !

Je viens de lire une interview-portrait dans le *New York Times* de l'ambassadeur palestinien à l'ONU, Riyad Mansour, qui dit avoir adopté comme slogan « je suis prisonnier de l'espoir ». Adoptons-le aussi pour l'Algérie !

Notes

[1] A ce propos, voir la thèse de Pierre Chevalier (soutenue en 1999 à l'Université de Perpignan) : *Jean Rous (1908-1985) : une vie pour le socialisme et la décolonisation* (2 volumes).

[2] *Student Non-violent Coordinating Committee* – mouvement majeur du mouvement des droits civils dans les années 1960. C'est au SNCC que Stockely Carmichael a fait ses armes avant de rejoindre les *Blacks Panthers*.